

L'UE et Londres entament les pourparlers du divorce

BREXIT La première rencontre entre les négociateurs des deux parties a eu lieu ce lundi

► **Le Royaume-Uni a accepté les conditions de Bruxelles sur le calendrier des négociations.**

► **Theresa May fera une offre sur le droit des citoyens lors du sommet de Bruxelles en fin de semaine.**

Un an après le référendum sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE (prononcez « Brexit »), les négociateurs choisis par chaque partie ont donné le coup d'envoi des négociations sur ce départ, lundi. Dans ces avancées purement logistiques, il semble que ce soit l'UE qui ait donné le « la ». Son exigence selon laquelle les détails du divorce devront être réglés avant de commencer à discuter de la future relation a été reprise à son compte par les deux bords.

« Ce n'est pas quand les discussions commencent mais comment elles finissent qui compte », s'est justifié David Davis, le ministre britannique du Brexit, interrogé à plusieurs reprises à ce sujet. « C'est une question de bon sens, ce n'est pas une demande que l'on fait pour obtenir des concessions », a expliqué le négocia-

teur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier. « Quand on aura franchi des progrès suffisants et concrets, alors je serais le premier à recommander au Conseil européen (cénacle des dirigeants des pays de l'UE) d'ouvrir en parallèle la négociation sur les contours de la future relation », a-t-il ajouté. Et d'expliquer qu'il était fort probable que cette seconde discussion se prolonge au-delà du Brexit, en mars 2019. « On met en œuvre la décision du Royaume-Uni de (...) détricoter 44 années de relations construites patiemment entre nous », a souligné l'ancien commissaire européen.

La cadence voulue par les Européens est bien connue : les citoyens d'abord, le solde des comptes et les questions territoriales, en particulier la frontière entre l'Irlande (dans l'UE) et l'Irlande du Nord (Royaume-Uni). Des groupes de travail plancheront sur les deux premières questions. Le très sensible dossier l'Irlande du Nord fera quant à lui l'objet d'un dialogue entre Sabine Weyand, l'adjointe de Barnier, et Oliver Robbins, le conseiller européen de la Première ministre britannique, Theresa May. Une semaine de négociations se tiendra chaque mois au niveau politique, dès le 17 juillet, puis le 28 août et le 18 septembre. Le coordinateur du

Parlement pour le Brexit, Guy Verhofstadt, a rappelé lundi que le calendrier était très serré, puisque tout devra être réglé à l'automne 2018 pour laisser les parlements respectifs voter.

La presse britannique se faisait écho, ces derniers jours, d'une « offre généreuse » sur le sort des citoyens européens qui se sont établis au Royaume-Uni,

que David Davis entendait présenter lundi. C'est finalement Theresa May qui exposera ses idées à ses homologues, lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tient en fin de semaine à Bruxelles.

« Notre priorité est de trouver pour eux et leur famille le moyen de sécuriser les droits acquis jusqu'à la date du retrait du Royaume-Uni », selon les principes de continuité, de réciprocité et de non-discrimination, selon Barnier. Problème : les idées que relaie la presse outre-Manche sont en deçà du statu quo.

À l'amorce de cette rencontre, l'UE semblait ne plus trop bien savoir que penser du résultat des élections britanniques : convoquées pour conforter la position « Brexit dur » de Theresa May, elles lui ont fait perdre sa majorité absolue. May voit aussi son autorité contestée avec sa gestion boiteuse de l'incendie de la

tour Grenfell à Londres.

Mais il n'a pas semblé y avoir de la malice des Européens, plutôt de l'inquiétude quant à une possible rupture des négociations en cours de route si le gouvernement vacille ou s'il cherche à tâtons à définir sa position.

David Davis a tenu à être clair : Londres veut toujours quitter le marché unique, pour s'affranchir des quatre libertés sacro-saintes des Européens, quitter l'union douanière et rebâtir de rien un nouvel accord douanier et de libre-échange.

« Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste, je suis déterminé », a conclu Michel Barnier, citant

Jean Monnet, artisan du projet européen. Davis a quant à lui fait appel à la prose de Winston Churchill. « Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté », a-t-il dit. Tenter de faire le lien entre ces deux figures historiques fait donc de lui « un optimiste déterminé ». ■

ÉLODIE LAMER

LE SOIR

Lire sur notre site l'article de notre correspondante à Londres, Méline Lefrançois, « L'autorité de Theresa May ne tient plus qu'à un fil »